



RENCONTRE

DOMINIQUE POTIER

« LES FRANÇAIS VEULENT UNE POLITIQUE “PLUS HAUT” ! »

Tombeur en 2012 de l'ancien ministre UMP Nadine Morano, Dominique Potier compte parmi les rares députés socialistes qui se sont abstenus lors du vote de la loi Taubira.

Issu du Mouvement rural de la jeunesse chrétienne, fondateur d'une coopérative bio, l'élu de Meurthe-et-Moselle ne lutte pas seulement pour que la gauche renoue avec des idéaux humanistes et garde le contact avec le réel. Touché par l'effondrement du Rana Plaza au Bangladesh, 1 200 morts en avril 2013, il est à l'origine d'une proposition de loi adoptée en mars dernier relative au devoir de vigilance des multinationales envers leurs sous-traitants.

BOUSSOLE : **COMMENT PERCEVEZ-VOUS
« L'ÉVEIL DES CONSCIENCES » ?**

Dominique POTIER : Notre pays recèle un potentiel d'initiative et de générosité hors du commun. Dans les territoires, les entreprises, les associations, partout des hommes et des femmes incarnent l'esprit de résistance et d'innovation, l'effort et la justice. Le contraste est terrible avec une morosité devenue obsédante.

Les causes sur le temps court sont connues. Faute d'un « état de la nation » et d'un récit fondateur partagé, l'alternance n'a pas permis, à ce jour, la réalisation des trois réformes – bancaire, fiscale et territoriale – utiles aux trois mutations à venir : transition écologique, redressement productif et modernisation du pacte social.

Mais la défiance vient de plus loin. Dans une boîte à outils, par avis de tempête, le plus précieux, c'est la boussole. Plus encore que d'un déficit public, notre pays souffre d'un déficit éthique, d'un déficit d'espérance. Redonner du sens et réhabiliter l'action publique est devenu un enjeu républicain. Une mondialisation et un individualisme sans limites affaiblissent le bien commun et fragilisent le lien entre le peuple et la gauche. Lorsque la question du sens de notre humanité comme de nos vies est désertée par la République, elle est occupée par le libéralisme et le fondamentalisme qui tous les deux participent d'une même dérive. Les Français, fatigués, ne semblent pas tant désirer une politique plus à gauche ou plus à droite qu'une politique « plus haut » : une éthique, un dessein universel, des signes concrets... Notre vie politique est au défi de plus de profondeur et d'ancrage populaire. Nous réunir quand l'essentiel est en jeu est, en ce sens, un logiciel d'avenir.

**LA RÉDUCTION DES INÉGALITÉS
EST NON SEULEMENT UN
IMPÉRATIF ÉTHIQUE - AU NOM DE
LA DIGNITÉ - MAIS UN LEVIER DE
CROISSANCE INEXPLORÉ.**

DOMINIQUE POTIER
en quelques mots

🐦 @PotierDominique

51 ans, est député PS de Meurthe-et-Moselle, membre de la Commission des affaires économiques, fondateur d'Esprit civique, laboratoire d'idées se présentant comme « *héritier à gauche de la tradition du christianisme social* » et dont les premiers signataires sont notamment Jean-Baptiste de Foucauld, ancien commissaire au Plan, Jérôme Vignon, ancien directeur à la Commission européenne, ou encore le philosophe spécialiste d'Emmanuel Mounier, Guy Coq.

COMMENT REDONNER DU SOUFFLE À NOTRE PAYS ?

Je distinguerai trois pistes :

La première tient à l'engagement civique conçu comme une citoyenneté responsable. Au-delà d'une indispensable réforme institutionnelle, cela passe, à notre sens, par une façon nouvelle d'exercer les mandats électifs, un appel à la mobilisation de la société civile pour de grands chantiers fédérateurs, une contribution fiscale progressive pour tous et un service civique universel.

Ensuite, lutter contre la misère est un choix vital. La réduction des inégalités est non seulement un impératif éthique – au nom de la dignité – mais un levier de croissance inexploré. L'abolition des privilèges de toutes natures va de pair avec une exigence de responsabilité dont personne ne peut s'affranchir. Le travail en tant qu'œuvre, l'esprit d'entreprise, publique comme privée, sans le culte de l'argent, doivent devenir des marqueurs de gauche. La limite des écarts de revenus au « facteur 12 » doit générer une société plus forte et plus créative.

Troisième point, nous avons à conquérir de nouveaux droits dans la globalisation. Lutter contre les paradis fiscaux, les esclavages modernes, pour la responsabilité des actionnaires, le droit du vivant, harmoniser socialement et fiscalement la communauté européenne : la France doit être pionnière de nouveaux indicateurs de prospérité et des régulations humanistes. L'aide au développement doit être le levier de coopérations inédites autour de la Méditerranée, pour en finir avec la logique mortifère de Lampedusa.